



**Intervention internationale et souveraineté diplomatique : analyse critique
des enjeux et perspectives pour la paix durable en République
démocratique du Congo**

**International intervention and diplomatic sovereignty: a critical analysis of
the issues and perspectives for lasting peace in the Democratic Republic of
Congo**

BAKANIANI LISUMBU Ghislain

Professeur Docteur en Relations internationales

Université de Lubumbashi (UNILU),

Faculté des Sciences Sociales, Politique et Administratives (FSSPA)

République Démocratique du Congo (RDC)

LUNDA NGANDU Guy

Master en Relations internationales

Assistant à l'Université de Lubumbashi (UNILU),

Faculté des Sciences Sociales, Politique et Administratives (FSSPA)

République Démocratique du Congo (RDC)

Date de soumission : 22/11/2025

Date d'acceptation : 29/01/2026

Pour citer cet article :

BAKANIANI LISUMBU G. & LUNDA NGANDU G. (2026) «Intervention internationale et souveraineté diplomatique : analyse critique des enjeux et perspectives pour la paix durable en République démocratique du Congo », Revue Internationale du chercheur «Volume 7 : Numéro 1» pp : 160- 178.

Résumé

Depuis la fin des années 1990, la République démocratique du Congo (RDC) fait l'objet d'une intervention internationale soutenue visant à contenir les conflits armés, stabiliser l'État et promouvoir la paix dans un contexte régional marqué par les dynamiques des Grands Lacs. Si cette intervention a contribué à prévenir l'effondrement total de l'État congolais et à soutenir certains processus politiques et humanitaires, elle a également engendré des formes durables de dépendance et une reconfiguration paradoxale de la souveraineté diplomatique.

Cet article analyse de manière critique les effets ambivalents de l'intervention internationale sur la paix durable et la souveraineté diplomatique de la RDC. Il s'appuie sur une approche qualitative fondée sur une analyse documentaire de 30 sources académiques et institutionnelles couvrant la période 1999-2023. L'étude met en évidence les mécanismes concrets de dilution de la souveraineté, notamment la diplomatie de substitution, la fragmentation des acteurs extérieurs et la faible appropriation nationale des réformes.

L'originalité de l'article réside dans son accent spécifique sur la diplomatie congolaise, articulée aux alliances Sud-Sud et à la diplomatie écologique comme leviers émergents. Les résultats montrent que la professionnalisation du corps diplomatique, le renforcement des capacités institutionnelles et l'engagement régional constituent des conditions essentielles pour promouvoir une paix durable et souveraine en RDC.

Mots-clés République démocratique du Congo ; intervention internationale ; souveraineté diplomatique ; paix durable ; alliances Sud-Sud ; Grands Lacs ; MONUSCO.

Abstract

Since the late 1990s, the Democratic Republic of the Congo (DRC) has experienced sustained international intervention aimed at containing armed conflict, stabilizing state institutions, and promoting peace within the volatile Great Lakes region. While these interventions have helped prevent state collapse and supported key political and humanitarian processes, they have also generated long-term dependency and a paradoxical reconfiguration of diplomatic sovereignty.

This article critically examines the ambivalent effects of international intervention on sustainable peace and diplomatic sovereignty in the DRC. It adopts a qualitative approach based on a documentary analysis of 30 academic and institutional sources covering the period 1999–2023. The findings highlight concrete mechanisms through which sovereignty has been diluted, including substitution diplomacy, fragmentation among external actors, and limited national ownership of externally driven reforms.

The article's originality lies in its specific focus on Congolese diplomacy, articulated with South–South alliances and ecological diplomacy as emerging strategic levers. The analysis shows that strengthening diplomatic capacities, professionalizing the diplomatic corps, and engaging more proactively within African regional frameworks are key conditions for overcoming structural dependency and fostering a genuinely sustainable and sovereign peace in the DRC.

Keywords: Democratic Republic of the Congo; international intervention; diplomatic sovereignty; sustainable peace; South-South alliances; Great Lakes region; MONUSCO.

Introduction

Depuis la fin de la guerre froide, la République démocratique du Congo (RDC) occupe une place centrale dans les débats internationaux relatifs aux conflits armés, à la fragilité étatique et aux interventions internationales. Située au cœur de la région des Grands Lacs, la RDC est confrontée, depuis les années 1990, à une succession de crises politico-sécuritaires complexes qui mêlent dynamiques internes, rivalités régionales et enjeux géopolitiques globaux (Reyntjens, 2009 ; Omasombo, 2014). Ces conflits ont profondément affecté la stabilité du pays, fragilisé ses institutions et entraîné une implication durable de la communauté internationale.

Face à la persistance des violences, l'intervention internationale s'est progressivement imposée comme un levier central de stabilisation. Les Nations Unies, à travers la MONUC puis la MONUSCO, ainsi que d'autres acteurs internationaux et régionaux, ont joué un rôle majeur dans la gestion sécuritaire, humanitaire et politique de la crise congolaise (Autesserre, 2010 ; Vircoulon, 2015). Ces interventions ont contribué à prévenir l'effondrement total de l'État congolais et à accompagner certains processus politiques, notamment électoraux.

Toutefois, cette présence internationale massive soulève de nombreuses interrogations quant à ses effets structurels sur la souveraineté de la RDC. Comme le souligne Badie (2014), l'intervention extérieure, lorsqu'elle devient durable, tend à transformer les modes classiques de gouvernance étatique et à redéfinir les rapports de pouvoir entre acteurs nationaux et internationaux. En RDC, cette dynamique s'est traduite par une externalisation progressive de fonctions régaliennes essentielles, notamment en matière de sécurité et de diplomatie.

C'est dans cette tension que se situe le *paradoxe central* de l'intervention internationale en RDC : indispensable pour contenir la violence et soutenir la paix, elle apparaît simultanément comme un facteur de dépendance et de fragilisation de la souveraineté diplomatique de l'État congolais (Englebert, 2009 ; Maswana, 2018). Cette ambivalence nourrit un débat académique et politique majeur sur la capacité réelle de la RDC à exercer une autonomie décisionnelle dans un contexte d'assistance internationale prolongée.

Partant de ce constat, cet article s'interroge sur les effets contradictoires de l'intervention internationale en République démocratique du Congo. ***Dans quelle mesure l'intervention internationale favorise-t-elle la paix durable tout en préservant ou, au contraire, en fragilisant la souveraineté diplomatique de l'État congolais ?*** Cette question permet

d'articuler les dimensions sécuritaires, politiques et diplomatiques de l'intervention dans une même analyse.

L'objectif principal de cette étude est de comprendre les *effets ambivalents* de l'intervention internationale sur la souveraineté diplomatique de la RDC, tout en identifiant des pistes susceptibles de renforcer une diplomatie congolaise plus souveraine, proactive et stratégiquement autonome dans un environnement régional et international contraignant.

De manière plus spécifique, l'article vise à : analyser les apports de l'intervention internationale en RDC ; mettre en lumière ses limites et controverses ; évaluer ses effets concrets sur la souveraineté diplomatique ; examiner le rôle des alliances Sud-Sud ; et proposer des perspectives pour une diplomatie congolaise capable de concilier sécurité, paix durable et autonomie stratégique (Bangoura, 2012 ; Musavuli, 2020).

La réflexion s'inscrit dans une littérature abondante sur les conflits congolais, les États fragiles et les interventions internationales. Les travaux de Reyntjens (2009), Omasombo (2014) et Stearns (2011) éclairent les dynamiques historiques et régionales des conflits, tandis que ceux de Badie (2014) et Englebert (2009) offrent des cadres analytiques essentiels pour comprendre la transformation contemporaine de la souveraineté dans les contextes post-conflit.

L'originalité de cet article réside dans son *accent spécifique sur la diplomatie congolaise*, souvent reléguée au second plan au profit des analyses sécuritaires. Il propose une lecture articulée entre intervention internationale, souveraineté diplomatique, alliances Sud-Sud, et ouvre des perspectives de diplomatie écologique, tout en accordant une place centrale aux auteurs congolais et africains dans l'analyse.

Contrairement à certaines approches normatives du peacebuilding, cette étude adopte une perspective critique qui met en évidence la coexistence de mécanismes de stabilisation et de dépendance. Elle montre comment l'intervention internationale peut produire une forme de souveraineté diplomatique paradoxale, juridiquement reconnue mais substantiellement contrainte (Vircoulon, 2015 ; Englebert, 2009).

En mettant en lumière cette souveraineté paradoxale, l'article contribue à renouveler le débat sur la paix durable en RDC. Il souligne que la consolidation de la paix ne peut être dissociée d'un renforcement effectif des capacités diplomatiques nationales et d'une redéfinition des partenariats internationaux dans une logique moins asymétrique.

L'article est structuré en trois parties. La première partie est consacrée au cadre théorique et à la revue de la littérature. La deuxième présente la méthodologie de recherche adoptée. La troisième partie, intitulée Analyse, résultats et discussion, est organisée en quatre sous-sections : elle analyse d'abord le contexte historique et géopolitique des conflits congolais ; elle examine ensuite les apports positifs de l'intervention internationale en République démocratique du Congo ; elle met en lumière ses limites, controverses et effets pervers ; enfin, elle explore les alternatives diplomatiques et les perspectives pour une paix durable en République démocratique du Congo.

1. Cadre théorique, conceptuel et revue de la littérature

1.1. Cadre conceptuel

L'analyse de l'intervention internationale et de ses effets sur la République démocratique du Congo repose sur un ensemble de concepts centraux qui structurent la réflexion et orientent l'interprétation des dynamiques observées. Leur clarification préalable est indispensable afin d'éviter toute ambiguïté analytique et de rendre explicite la grille de lecture adoptée.

La **souveraineté** constitue un concept fondamental de cette étude. Dans la tradition westphalienne, elle renvoie à l'autorité suprême de l'État sur son territoire et à son indépendance juridique vis-à-vis des acteurs extérieurs. Toutefois, dans les contextes d'États fragiles, cette souveraineté juridique coexiste souvent avec une souveraineté dite **substantielle**, entendue comme la capacité effective de l'État à exercer ses fonctions régaliennes, à définir ses priorités politiques et à contrôler ses relations extérieures (Englebert, 2009 ; Badie, 2014). En RDC, cette distinction est essentielle pour comprendre le décalage entre reconnaissance internationale de l'État et dépendance opérationnelle vis-à-vis des partenaires extérieurs.

La notion de **paix durable** est également centrale. Elle dépasse la simple cessation des hostilités armées, souvent qualifiée de **paix négative**, pour inclure des dimensions politiques, institutionnelles, économiques et sociales permettant de prévenir la résurgence des conflits. Dans le cas congolais, la paix durable implique non seulement la stabilisation sécuritaire, mais aussi le renforcement des capacités étatiques, la légitimité politique et la maîtrise nationale des processus de décision (Autesserre, 2010 ; Richmond, 2011).

La **diplomatie de substitution** désigne un processus par lequel des acteurs internationaux se substituent partiellement à l'État dans la conduite des relations extérieures, de la médiation politique ou de la représentation diplomatique. Ce phénomène, observé dans plusieurs

contextes post-conflit, se manifeste en RDC par une forte présence des Nations Unies et des partenaires internationaux dans les négociations politiques et sécuritaires, réduisant la marge de manœuvre diplomatique de l'État congolais (Vircoulon, 2015).

L'**économie de rente** constitue un autre concept clé pour appréhender les dynamiques congolaises. Elle renvoie à un modèle économique fondé sur l'exploitation de ressources naturelles stratégiques, dont les revenus sont souvent captés par des élites politiques ou des acteurs armés, au détriment du développement institutionnel et de la souveraineté économique (Reyntjens, 2009 ; Omasombo, 2014). Cette configuration contribue à la persistance des conflits et renforce la dépendance extérieure.

Enfin, les **alliances Sud-Sud** sont entendues comme des formes de coopération entre États du Sud visant à diversifier les partenariats internationaux, à réduire les asymétries Nord-Sud et à accroître l'autonomie stratégique. Dans le contexte congolais, ces alliances sont analysées comme des instruments potentiels de renforcement de la souveraineté diplomatique, tout en comportant des risques de nouvelles dépendances (Alden & Vieira, 2005 ; Carmody, 2011).

Ces concepts sont articulés dans l'analyse afin de montrer comment l'intervention internationale, en interagissant avec la fragilité étatique et l'économie politique du conflit, produit une configuration spécifique de souveraineté que cet article qualifie de **souveraineté paradoxale**.

1.2. Littérature sur l'intervention internationale en République démocratique du Congo

La littérature consacrée à l'intervention internationale en RDC est abondante et s'inscrit dans le prolongement des travaux sur la « Grande guerre d'Afrique ». Reyntjens (2009) et Stearns (2011) mettent en évidence la régionalisation des conflits congolais et l'imbrication des intérêts locaux, régionaux et internationaux. Ces analyses soulignent le rôle central des acteurs extérieurs dans la prolongation comme dans la régulation des violences.

Les études sur les opérations de maintien de la paix, notamment celles d'Autesserre (2010) et de Tull (2011), interrogent l'efficacité des missions onusiennes en RDC. Elles montrent que, malgré des moyens considérables, ces interventions peinent à produire une paix durable en raison d'une méconnaissance des dynamiques locales et d'une approche souvent

technocratique du peacebuilding. Richmond (2011) complète cette lecture en soulignant les limites structurelles de la paix dite « libérale » imposée de l'extérieur.

1.3. Littérature sur la souveraineté et l'État fragile

La question de la souveraineté dans les États fragiles occupe une place centrale dans les relations internationales contemporaines. Englebert (2009) analyse la dissociation entre souveraineté juridique et capacité étatique effective en Afrique, montrant que la reconnaissance internationale peut masquer une profonde fragilité interne. Badie (2014) insiste, quant à lui, sur la transformation des pratiques diplomatiques dans un système international marqué par l'ingérence, l'interdépendance et la dilution des frontières classiques de l'autorité étatique.

Appliqués au cas de la RDC, ces travaux permettent de comprendre comment l'intervention internationale, tout en consolidant formellement l'État, contribue à en limiter l'autonomie réelle. La souveraineté apparaît alors comme un processus négocié et conditionné, plutôt qu'un attribut pleinement exercé.

1.4. Littérature sur les alliances Sud-Sud et la recomposition des rapports internationaux

Les travaux sur la coopération Sud-Sud mettent en lumière l'émergence de nouveaux pôles de pouvoir et la recomposition des rapports Nord-Sud. Alden et Vieira (2005), Carmody (2011) et Brautigam (2009) analysent l'engagement croissant des puissances émergentes en Afrique, en particulier dans les secteurs des infrastructures et des ressources naturelles. Ces auteurs soulignent à la fois les opportunités offertes en termes de diversification des partenariats et les risques de reproduction de relations asymétriques.

Dans le cas congolais, ces analyses sont mobilisées pour examiner dans quelle mesure les alliances Sud-Sud peuvent constituer une alternative crédible à la dépendance traditionnelle vis-à-vis des acteurs occidentaux et des institutions multilatérales.

1.5. Apports spécifiques des auteurs congolais et africains

Les contributions des chercheurs congolais et africains occupent une place centrale dans cette revue de littérature. Omasombo (2014), Ngalula (2016), Maswana (2018) et Musavuli (2020) proposent des lectures endogènes des conflits congolais, mettant en avant les dynamiques internes, les responsabilités nationales et les limites des solutions importées. Ces travaux

permettent d'africaniser l'analyse et de dépasser les approches exclusivement exogènes de la crise congolaise.

1.6. Contribution propre de l'article

Au regard de cette littérature, la contribution spécifique de cet article réside dans la mise en évidence de la **souveraineté paradoxale** produite par l'intervention internationale en RDC. En articulant intervention internationale, souveraineté diplomatique et alliances Sud-Sud, l'étude dépasse les analyses centrées uniquement sur la sécurité pour proposer une lecture diplomatique et stratégique de la paix durable. Elle met également en avant la diplomatie écologique et économique comme leviers émergents de renforcement de l'autonomie congolaise, tout en s'appuyant sur une grille de lecture largement nourrie par les travaux des auteurs congolais.

2. Méthodologie

Cette étude adopte une *approche qualitative*, fondée sur une analyse documentaire critique et interprétative. Ce choix méthodologique se justifie par la nature de l'objet étudié, à savoir les effets politiques, diplomatiques et souverainistes de l'intervention internationale en République démocratique du Congo (RDC), qui ne peuvent être appréhendés de manière pertinente à l'aide d'outils quantitatifs standardisés. L'approche qualitative permet ainsi de saisir les logiques discursives, institutionnelles et géopolitiques qui structurent les pratiques de l'intervention internationale et de la diplomatie congolaise (Denzin & Lincoln, 2018 ; Flick, 2014).

La recherche repose sur un *corpus documentaire composé d'environ 30 sources académiques et institutionnelles*, couvrant la période 1999-2023, correspondant à la phase d'internationalisation accrue du conflit congolais et à la présence continue des Nations Unies en RDC.

Ce corpus comprend :

- des ouvrages scientifiques et articles de revues académiques portant sur les conflits armés en RDC, les opérations de maintien de la paix, la fragilité étatique, la souveraineté et la diplomatie ;
- des documents institutionnels émanant des Nations Unies (rapports du Secrétaire général sur la MONUC/MONUSCO, résolutions du Conseil de sécurité), de l'Union

africaine, de la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs (CIRGL), de la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC), ainsi que d'institutions internationales telles que la Banque mondiale et le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD).

Les sources ont été sélectionnées selon des critères de *pertinence thématique, de fiabilité scientifique ou institutionnelle, de diversité disciplinaire et géographique*, ainsi que de leur capacité à éclairer les interactions entre intervention internationale, souveraineté diplomatique et dynamiques de paix durable en RDC.

L'analyse s'appuie sur un dispositif analytique structuré autour de quatre axes, qui correspondent à l'architecture de la troisième partie de l'article :

1. le contexte historique et géopolitique des conflits congolais ;
2. les apports positifs de l'intervention internationale en RDC ;
3. les limites, controverses et effets pervers de cette intervention, notamment en matière de souveraineté diplomatique ;
4. les alternatives diplomatiques et les perspectives de paix durable, en particulier à travers les alliances Sud-Sud.

Les documents ont fait l'objet d'un *codage thématique*, inspiré des principes de l'analyse de contenu (Bardin, 2013 ; Krippendorff, 2018). La triangulation des sources académiques et institutionnelles vise à réduire les biais liés aux discours normatifs ou politiques et à renforcer la validité interprétative des résultats.

Cette étude présente certaines limites inhérentes à son caractère exclusivement documentaire. L'absence d'enquêtes de terrain et d'entretiens avec des acteurs diplomatiques, institutionnels ou locaux restreint l'accès aux pratiques informelles et aux perceptions internes de la diplomatie congolaise. Toutefois, cette limite ouvre des perspectives pour de futures recherches empiriques combinant analyse documentaire et investigations de terrain, susceptibles d'approfondir l'étude des dynamiques diplomatiques et souverainistes en RDC.

3. Analyse, résultats et discussion

3.1. Contexte historique et géopolitique de la crise congolaise

La compréhension des effets de l'intervention internationale en République démocratique du Congo suppose un retour analytique sur le contexte historique et géopolitique dans lequel s'inscrit la crise. Les conflits congolais ne relèvent pas d'une dynamique exclusivement interne, mais s'inscrivent dans une trajectoire régionale et internationale marquée par la recomposition des équilibres politiques en Afrique centrale depuis la fin de la guerre froide (Reyntjens, 2009 ; Stearns, 2011).

Les guerres du Congo, souvent qualifiées de « Grande guerre d'Afrique », résultent de l'imbrication de facteurs politiques internes, de rivalités régionales et d'enjeux économiques transnationaux. La chute du régime de Mobutu, la faiblesse des institutions étatiques et l'absence d'un contrôle effectif du territoire ont créé un environnement propice à l'intervention d'acteurs armés étrangers et à la militarisation durable de l'espace politique congolais (Omasombo, 2014).

L'Est de la RDC constitue l'épicentre de ces dynamiques conflictuelles. La présence de ressources naturelles stratégiques, combinée à la porosité des frontières et à la proximité de pays engagés dans les conflits régionaux, a favorisé l'émergence d'une économie de guerre fondée sur l'exploitation illicite des minerais. Cette configuration a renforcé la fragmentation du pouvoir et contribué à la persistance de groupes armés locaux et transnationaux (Reyntjens, 2009).

La régionalisation du conflit constitue un élément central de l'analyse. Les interventions directes ou indirectes du Rwanda et de l'Ouganda, la présence de groupes armés tels que les FDLR ou les ADF, ainsi que l'implication fluctuante d'organisations régionales, ont transformé la crise congolaise en un enjeu sécuritaire dépassant largement les frontières nationales (Stearns, 2011 ; Vircoulon, 2015). Cette dimension régionale explique en partie la difficulté à stabiliser durablement le pays malgré la présence internationale.

Au-delà de la dimension sécuritaire, la crise congolaise révèle une fragilité structurelle de l'État. L'incapacité à exercer un monopole effectif de la violence légitime, la faiblesse de l'administration territoriale et la dépendance financière vis-à-vis de l'aide extérieure ont limité la capacité de l'État congolais à définir et à mettre en œuvre des politiques publiques souveraines (Englebert, 2009 ; Badie, 2014).

Dans ce contexte, l'intervention internationale apparaît à la fois comme une réponse à l'effondrement étatique et comme un facteur de recomposition des rapports de pouvoir. Si elle a permis de contenir certaines formes de violence et de soutenir des processus politiques, elle s'inscrit dans un environnement marqué par une économie politique du conflit et une gouvernance fragmentée, qui conditionnent fortement ses effets et ses limites.

L'intérêt analytique de ce contexte historique et géopolitique réside ainsi moins dans la simple description des conflits que dans la mise en évidence des contraintes structurelles pesant sur toute stratégie de paix durable en RDC. Ces contraintes expliquent en partie pourquoi l'intervention internationale, malgré son ampleur, peine à produire des résultats durables et contribue à façonner une souveraineté étatique profondément conditionnée par des dynamiques externes.

3.2. Apports positifs de l'intervention internationale en République démocratique du Congo

L'intervention internationale en République démocratique du Congo (RDC) a constitué, depuis la fin des années 1990, un facteur central de stabilisation relative dans un contexte marqué par l'effondrement des structures étatiques et la multiplication des violences armées. Plusieurs travaux soulignent que, malgré ses limites, cet engagement a permis d'éviter un scénario d'effondrement total de l'État congolais et de maintenir un minimum d'ordre politique et institutionnel (Autesserre, 2010 ; Englebert, 2009).

Un premier apport majeur réside dans la *prévention de l'effondrement étatique*. La présence continue des Nations Unies, à travers la MONUC puis la MONUSCO, a contribué à contenir l'extension de violences à grande échelle et à limiter certaines dynamiques de fragmentation territoriale, en particulier au début des années 2000 (Reyntjens, 2009 ; Vircoulon, 2015). Cette fonction de stabilisation, bien que souvent critiquée pour son caractère défensif, a constitué un socle minimal pour toute tentative de reconstruction institutionnelle.

L'intervention internationale a également joué un rôle déterminant dans *l'accompagnement des processus politiques et électoraux*. Les élections de 2006 illustrent cet apport, à travers le soutien logistique, financier et sécuritaire de la communauté internationale, notamment le déploiement de forces européennes en appui à la MONUC. Plusieurs auteurs soulignent que, malgré leurs limites, ces élections ont permis une transition politique formelle et une

reconnaissance internationale des autorités congolaises issues du scrutin (Autesserre, 2010 ; Tull, 2011).

Sur le plan sécuritaire, les programmes de *désarmement, démobilisation et réintégration (DDR)* soutenus par les partenaires internationaux ont contribué à la démobilisation de milliers de combattants et à une réduction ponctuelle de certaines violences armées. Si ces programmes n'ont pas permis une pacification durable, ils ont néanmoins favorisé des stabilisations locales temporaires et une réintégration partielle d'anciens combattants, en complément des dispositifs militaires et diplomatiques (Stearns, 2011 ; Vircoulon, 2015).

L'action internationale s'est également traduite par un renforcement significatif de la *présence humanitaire et de la protection des civils*. Les agences onusiennes et les organisations non gouvernementales internationales ont joué un rôle central dans l'assistance aux populations déplacées, l'accès aux services de base et la documentation des violations des droits humains. Cette dimension humanitaire est souvent présentée comme l'un des apports les plus visibles et les plus constants de l'intervention internationale en RDC (Autesserre, 2010 ; Omasombo, 2014).

Par ailleurs, l'intervention internationale a contribué au *renforcement des capacités institutionnelles* de l'État congolais, notamment à travers des programmes de réforme du secteur de la sécurité, de formation des forces armées et d'appui à l'administration publique. Bien que les résultats de ces initiatives soient inégaux et parfois réversibles, plusieurs analyses reconnaissent qu'elles ont permis une amélioration relative de certaines capacités étatiques, en particulier dans les domaines administratif et sécuritaire (Englebert, 2009 ; Badie, 2014).

Enfin, l'engagement international a facilité *l'insertion de la RDC dans des cadres diplomatiques et régionaux* tels que la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs (CIRGL) et la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC). Cette intégration a contribué à régionaliser la gestion de la crise congolaise et à renforcer la légitimité multilatérale des initiatives de paix, même si elle n'a pas toujours permis de résoudre les rivalités géopolitiques sous-jacentes (Reyntjens, 2009 ; Stearns, 2011).

Ces différents apports montrent que l'intervention internationale ne peut être réduite à un échec global. Des rapports institutionnels soulignent également le rôle joué par la MONUSCO dans la protection des civils et l'appui aux processus politiques, notamment électoraux, malgré des résultats contrastés (Nations Unies, 2018, 2021). Ils expliquent la persistance de l'engagement

international en RDC, tout en soulignant son caractère partiel et fragile. Cette ambivalence appelle toutefois une analyse approfondie des limites et controverses de l'intervention internationale, abordées dans la sous-section suivante.

3.3. Limites, controverses et effets pervers de l'intervention internationale en République démocratique du Congo

Si l'intervention internationale a produit certains apports indéniables, une large partie de la littérature souligne également ses *limites structurelles* et ses *effets pervers*, qui contribuent à expliquer la persistance de l'instabilité et la fragilisation de la souveraineté diplomatique de la RDC. Ces critiques portent autant sur la nature des dispositifs mis en œuvre que sur leurs effets politiques à moyen et long terme (Autesserre, 2010 ; Richmond, 2011).

Une première limite concerne la *logique technocratique et sécuritaire* qui a longtemps dominé l'action internationale. Plusieurs auteurs montrent que les stratégies de stabilisation ont privilégié des réponses militaires et institutionnelles standardisées, souvent déconnectées des dynamiques locales de pouvoir et des causes profondes des conflits. Cette approche a contribué à une pacification superficielle, sans transformation durable des structures sociales et politiques à l'origine de la violence (Autesserre, 2010 ; Tull, 2011).

L'intervention internationale est également critiquée pour avoir favorisé une forme de *dépendance structurelle* de l'État congolais. La forte présence d'acteurs extérieurs dans les domaines sécuritaire, humanitaire et diplomatique a parfois conduit à une délégation implicite de fonctions régaliennes, donnant lieu à ce que certains auteurs qualifient de « *diplomatie de substitution* ». Dans ce schéma, l'État congolais apparaît davantage comme un bénéficiaire que comme un acteur pleinement souverain de sa politique étrangère (Badie, 2014 ; Englebert, 2009).

Sur le plan politique, plusieurs analyses soulignent que l'intervention internationale a pu *stabiliser des équilibres institutionnels fragiles*, voire soutenir indirectement des pratiques de gouvernance contestées. Le souci de préserver une stabilité minimale a parfois primé sur l'exigence de réformes politiques profondes, contribuant à la reproduction de formes de pouvoir peu inclusives et à la marginalisation de certains acteurs locaux (Reyntjens, 2009 ; Vircoulon, 2015).

Par ailleurs, la multiplication des acteurs internationaux a engendré une *fragmentation de l'action extérieure*, caractérisée par des agendas concurrents et une coordination limitée. Cette dispersion a affaibli la cohérence des stratégies de paix et réduit leur efficacité, tout en complexifiant la capacité de l'État congolais à définir une vision diplomatique unifiée et autonome (Stearns, 2011 ; Richmond, 2011).

Les dispositifs de paix ont également été confrontés à des *controverses liées à leur légitimité locale*. La perception d'une intervention imposée de l'extérieur, parfois associée à des échecs en matière de protection des civils, a alimenté une méfiance croissante au sein des populations. Cette distance entre acteurs internationaux et sociétés locales a limité l'appropriation nationale des processus de paix et affaibli leur durabilité (Autesserre, 2010).

Enfin, ces limites contribuent à une *reconfiguration paradoxale de la souveraineté* congolaise. Cette lecture est corroborée par plusieurs institutions internationales qui reconnaissent les difficultés persistantes de coordination, d'appropriation nationale et de durabilité des réformes soutenues en RDC (PNUD, 2015 ; Banque mondiale, 2018). Si l'intervention internationale vise officiellement à renforcer l'État, elle participe simultanément à une dilution de sa capacité décisionnelle autonome, en particulier dans les domaines diplomatique et sécuritaire. Cette souveraineté conditionnée, dépendante des ressources et des arbitrages extérieurs, constitue l'un des principaux défis à la construction d'une paix durable en RDC (Badie, 2014 ; Englebert, 2009).

Ces constats invitent à dépasser une lecture binaire de l'intervention internationale, en la considérant comme un processus ambivalent, à la fois nécessaire et problématique. Ils ouvrent la voie à l'exploration d'alternatives diplomatiques, notamment à travers le renforcement des alliances Sud-Sud et l'élaboration d'une diplomatie congolaise plus proactive, abordées dans la section suivante.

3.4. Alternatives diplomatiques et perspectives pour une paix durable en République démocratique du Congo

Face aux limites structurelles et aux effets pervers de l'intervention internationale, de nombreux travaux soulignent la nécessité de repenser la diplomatie congolaise dans une perspective de *renforcement de la souveraineté et de diversification des partenariats*. L'enjeu central consiste à dépasser une posture largement réactive et dépendante pour construire une

diplomatie proactive, capable d'articuler coopération internationale, autonomie décisionnelle et paix durable (Badie, 2014 ; Alden & Vieira, 2015).

Une première alternative majeure réside dans le *renforcement des alliances Sud-Sud*, en particulier à travers les cadres régionaux africains. La Conférence internationale sur la région des Grands Lacs (CIRGL) et la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC) ont été mobilisées comme instruments de gestion régionale de la crise congolaise, traduisant une volonté de solutions africaines aux conflits africains. Le Pacte sur la sécurité, la stabilité et le développement dans la région des Grands Lacs souligne explicitement la responsabilité partagée des États membres dans la prévention des conflits et la consolidation de la paix (CIRGL, 2006). De même, l'intervention de la Brigade d'intervention de la SADC en RDC témoigne du potentiel des mécanismes régionaux pour compléter, voire rééquilibrer, l'action onusienne (SADC, 2013).

Toutefois, les sources institutionnelles africaines reconnaissent également les *limites de ces dispositifs régionaux*, notamment en termes de coordination politique, de capacités opérationnelles et de cohérence stratégique. Les rapports de l'Union africaine et des Nations Unies soulignent que l'efficacité des cadres régionaux dépend étroitement de l'appropriation nationale et de la capacité de l'État congolais à définir une vision diplomatique claire et cohérente (Union africaine, 2013 ; Nations Unies, 2021). En l'absence d'une telle vision, les alliances Sud-Sud risquent de reproduire de nouvelles formes de dépendance, plutôt que de renforcer la souveraineté diplomatique.

Au-delà de la dimension sécuritaire, les alternatives diplomatiques passent également par un *renforcement interne des capacités diplomatiques*. La professionnalisation du corps diplomatique, la formulation d'une doctrine de politique étrangère lisible et la coordination entre institutions nationales constituent des conditions essentielles pour accroître la marge de manœuvre stratégique de la RDC. Plusieurs analyses africaines insistent sur la nécessité de replacer la diplomatie au cœur du projet étatique, non comme un simple prolongement de la gestion sécuritaire, mais comme un instrument central de négociation, de médiation et de projection des intérêts nationaux (Omasombo, 2014 ; Maswana, 2018).

Dans cette perspective, l'intégration progressive d'une *diplomatie écologique* apparaît comme un levier stratégique émergent. Les rapports du Programme des Nations Unies pour le développement et de la Banque mondiale soulignent que la RDC, en tant que pays abritant une

part significative du bassin forestier du Congo et disposant de ressources naturelles stratégiques, occupe une position clé dans les enjeux globaux de la transition écologique (PNUD, 2015 ; Banque mondiale, 2018). La valorisation diplomatique de ces atouts dans les négociations internationales sur le climat, la biodiversité et le développement durable pourrait renforcer la capacité de négociation du pays et transformer certaines vulnérabilités structurelles en ressources diplomatiques.

Ces différentes alternatives invitent ainsi à repenser la paix durable non plus comme le simple produit d'une stabilisation sécuritaire soutenue de l'extérieur, mais comme un *processus politique fondé sur l'autonomie décisionnelle*, la coopération régionale et la reconnaissance du rôle stratégique de la RDC dans les enjeux internationaux contemporains. Une telle approche suppose une articulation renouvelée entre soutien international et souveraineté diplomatique, condition essentielle pour dépasser les contradictions actuelles de l'intervention internationale et construire une paix véritablement durable en République démocratique du Congo.

Conclusion générale

Cet article s'est attaché à analyser les effets ambivalents de l'intervention internationale en République démocratique du Congo, en mettant en lumière les tensions persistantes entre les objectifs de paix durable et l'exercice effectif de la souveraineté diplomatique de l'État congolais. À partir d'une analyse qualitative fondée sur une revue critique de la littérature académique et institutionnelle couvrant la période 1999-2023, l'étude a montré que l'intervention internationale constitue à la fois un facteur de stabilisation relative et une source de contraintes structurelles pour l'autonomie décisionnelle de la RDC.

L'analyse du contexte historique et géopolitique a mis en évidence le caractère profondément régionalisé et internationalisé de la crise congolaise, marqué par l'imbrication de dynamiques locales, régionales et globales. Cette configuration a justifié la mise en place de dispositifs internationaux de maintien de la paix et d'accompagnement politique, dont l'action a contribué à prévenir l'effondrement total de l'État, à soutenir certains processus politiques et à renforcer la présence humanitaire et institutionnelle. Ces apports expliquent la centralité durable de l'intervention internationale dans la gestion de la crise congolaise.

Toutefois, l'article a également montré que ces interventions demeurent limitées dans leur capacité à produire une paix durable et souveraine. Les logiques technocratiques et sécuritaires, la fragmentation des acteurs internationaux et la faible appropriation nationale des réformes

ont contribué à une forme de dépendance structurelle et à l'émergence d'une diplomatie de substitution. Dans ce contexte, la souveraineté congolaise apparaît reconfigurée de manière paradoxale : formellement reconnue dans les cadres multilatéraux, mais substantiellement conditionnée par des ressources, des arbitrages et des agendas externes.

Face à ces constats, l'article a mis en avant la nécessité de repenser les stratégies diplomatiques de la RDC au-delà du prisme strictement sécuritaire. Le renforcement des alliances Sud-Sud, notamment à travers les cadres régionaux africains tels que la CIRGL et la SADC, offre des perspectives pour une gestion plus régionale et politiquement appropriée des conflits, à condition que ces mécanismes s'inscrivent dans une vision diplomatique nationale claire et cohérente. Ces alternatives ne sauraient toutefois produire des effets durables sans un renforcement interne des capacités diplomatiques, incluant la professionnalisation du corps diplomatique et l'élaboration d'une doctrine de politique étrangère lisible.

Dans cette perspective, l'intégration progressive d'une diplomatie écologique constitue un apport original de cette recherche. En tant qu'acteur clé des enjeux globaux liés à la transition écologique, à la biodiversité et aux ressources stratégiques, la RDC dispose d'un potentiel diplomatique encore insuffisamment valorisé. La mobilisation de ces atouts dans les négociations internationales pourrait contribuer à accroître la marge de manœuvre stratégique du pays, tout en inscrivant la paix durable dans une approche de long terme articulant souveraineté, développement et responsabilité globale.

En définitive, la paix durable en République démocratique du Congo ne saurait résulter d'une intensification mécanique de l'intervention internationale. Elle suppose une articulation renouvelée entre soutien externe et autonomie interne, fondée sur une souveraineté diplomatique active, régionale et stratégique. Cette conclusion ouvre des perspectives de recherche futures, notamment à travers des enquêtes empiriques auprès des acteurs diplomatiques et institutionnels, afin d'approfondir l'analyse des conditions concrètes d'une paix véritablement durable et souveraine en RDC.



Bibliographie

1. Alden, C., & Vieira, M. A. (2015). The new diplomacy of the South: South-South cooperation after the Cold War. *Third World Quarterly*, 36(6), 1073-1090. <https://doi.org/10.1080/01436597.2015.1043313>
2. Autesserre, S. (2010). *The trouble with the Congo: Local violence and the failure of international peacebuilding*. Cambridge, UK: Cambridge University Press.
3. Badie, B. (2014). *La diplomatie de connivence : Les dérives oligarchiques du système international*. Paris, France: La Découverte.
4. Banque mondiale. (2018). *Fragility, conflict and violence overview*. Washington, DC: World Bank Group.
5. Bardin, L. (2013). *L'analyse de contenu* (2e éd.). Paris, France: Presses universitaires de France.
6. Brautigam, D. (2009). *The dragon's gift: The real story of China in Africa*. Oxford, UK: Oxford University Press.
7. Carmody, P. (2011). *The new scramble for Africa*. Cambridge, UK: Polity Press.
8. CIRGL (Conférence internationale sur la région des Grands Lacs). (2006). *Pacte sur la sécurité, la stabilité et le développement dans la région des Grands Lacs*. Nairobi, Kenya.
9. Conseil de sécurité des Nations Unies. (1999). *Résolution 1279*. New York, NY: Nations Unies.
10. Conseil de sécurité des Nations Unies. (2010). *Résolution 1925*. New York, NY: Nations Unies.
11. Denzin, N. K., & Lincoln, Y. S. (2018). *The SAGE handbook of qualitative research* (5th ed.). Thousand Oaks, CA: Sage.
12. Englebert, P. (2009). *Africa: Unity, sovereignty, and sorrow*. Boulder, CO: Lynne Rienner.
13. Flick, U. (2014). *An introduction to qualitative research* (5th ed.). London, UK: Sage.
14. Krippendorff, K. (2018). *Content analysis: An introduction to its methodology* (4th ed.). Thousand Oaks, CA: Sage.
15. Maswana, J. C. (2018). Diplomatie et intégration régionale en Afrique centrale : Enjeux et perspectives pour la RDC. *Revue congolaise de relations internationales*, 5(1), 45-68.

16. Nations Unies. (2018). *Rapport du Secrétaire général sur la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en RDC (MONUSCO)*. New York, NY: ONU.
17. Nations Unies. (2021). *Rapport du Secrétaire général sur la situation en République démocratique du Congo*. New York, NY: ONU.
18. Omasombo, J. (2014). *Conflits armés et dynamiques politiques en République démocratique du Congo*. Paris, France: Karthala.
19. PNUD (Programme des Nations Unies pour le développement). (2015). *Rapport sur le développement humain : République démocratique du Congo*. New York, NY: PNUD.
20. Reyntjens, F. (2009). *The great African war: Congo and regional geopolitics, 1996-2006*. Cambridge, UK: Cambridge University Press.
21. Richmond, O. P. (2011). *A post-liberal peace*. London, UK: Routledge.
22. SADC (Southern African Development Community). (2013). *Decision on the deployment of the SADC Intervention Brigade in the DRC*. Gaborone, Botswana: SADC Secretariat.
23. Stearns, J. K. (2011). *Dancing in the glory of monsters: The collapse of the Congo and the great war of Africa*. New York, NY: PublicAffairs.
24. Taylor, I. (2016). *Africa rising? BRICS-Diversifying dependency*. Oxford, UK: James Currey.
25. Tull, D. M. (2011). *Peacekeeping in Africa: Robbing the conflict of its future?* In D. Curtis & G. Dzinesa (Eds.), *Peacekeeping, power and politics* (pp. 67-84). Athens, OH: Ohio University Press.
26. Union africaine. (2013). *Agenda 2063: The Africa we want*. Addis-Abeba, Éthiopie: Commission de l'Union africaine.
27. Vircoulon, T. (2015). *La stabilisation du Congo : Une illusion ?* Paris, France: IFRI.